



Etude de bilan de la mise en oeuvre de la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN) au Burkina Faso

Arlène Alpha, arlene.alpha@cirad.fr
Serge Sédogo sergealfred@fasonet.bf



Plan

Introduction

5 grandes idées :

- La NASAN, illustration d'un nouveau paradigme
- Rien de nouveau sur le terrain
- L'échec d'une initiative politique
- Les risques potentiels du paradigme NASAN
- Un débat nécessaire sur le rôle du secteur privé dans la SAN

=> Recommandations/ questions pour la discussion

Objectifs de l'étude

Faire le point sur l'état de la mise en œuvre de la NASAN au Burkina

- Est-ce que les engagements des 3 parties prenantes à la NASAN (Etat, bailleurs des pays membres du G8, secteur privé) ont été respectés ?
 - Quels sont les impacts de la mise en œuvre des engagements, en particulier l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN)
 - La NASAN est-elle cohérente avec les référentiels politiques nationaux, régionaux, internationaux et la politique de développement de la France ?
 - Les mécanismes de gouvernance de la NASAN sont-ils satisfaisants ?
 - Quelles recommandations pour atteindre les objectifs de la NASAN ?
- ⇒ Revue documentaire, entretiens à Ouaga et à Bagré (OP, villageois)

La NASAN

- Une initiative lancée lors du G8 mai 2012, USA
 - Philosophie : mobiliser le secteur privé (national, international) aux côtés des Etats et des partenaires techniques et financiers (PTF) pour atteindre la SAN
 - Objectif : sortir 50 millions de personnes de la pauvreté
 - Principes : alignement avec les PNIA, gouvernance, respect des textes internationaux sur le foncier et les investissements responsables
 - 10 pays africains

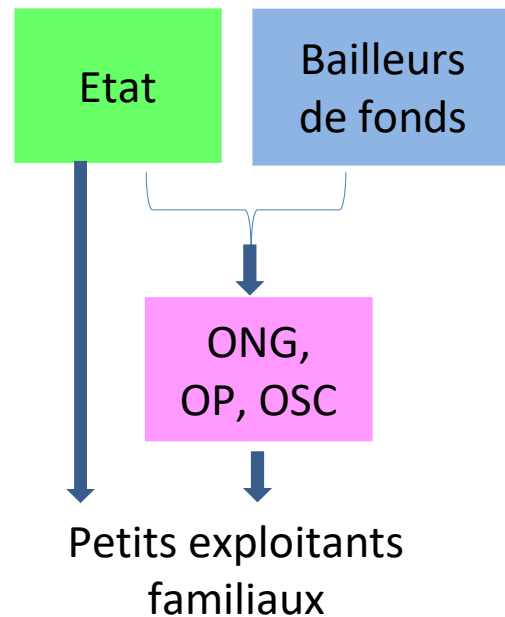
- Au Burkina Faso
 - Cadre de coopération : engagements Etat, PTF du G8 et entreprises (10 nationales, 9 internationales)
 - France chef de file
 - Lancé officiellement le 15 février 2013
 - Objectif : sortir 1,6 million de personnes de la pauvreté d'ici 2022
 - Alignement avec le PNSR , feuille de route 2013/15

1. La NASAN, nouveau paradigme dans la lutte contre la faim et la malnutrition

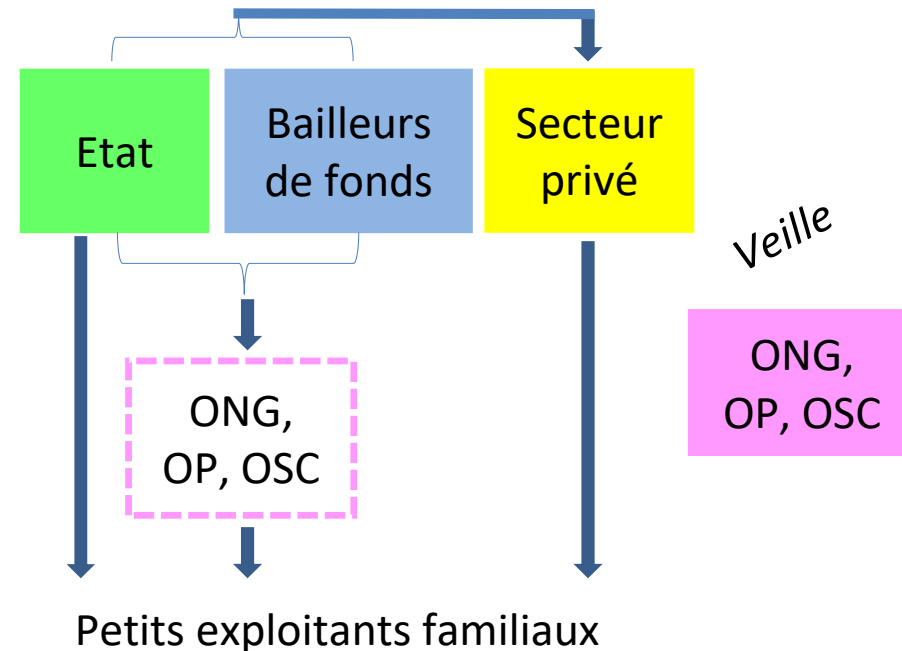
Le secteur privé « à la rescousse »

- Contraintes sur les financements publics
 - Nécessité de « booster » la productivité et la production
- ⇒ Investissements privés en compléments des financements publics

Paradigme traditionnel



Nouveau paradigme



Leviers pour
améliorer la
SAN

Cible

2. La NASAN, rien de nouveau sur le terrain

Des engagements relativement limités

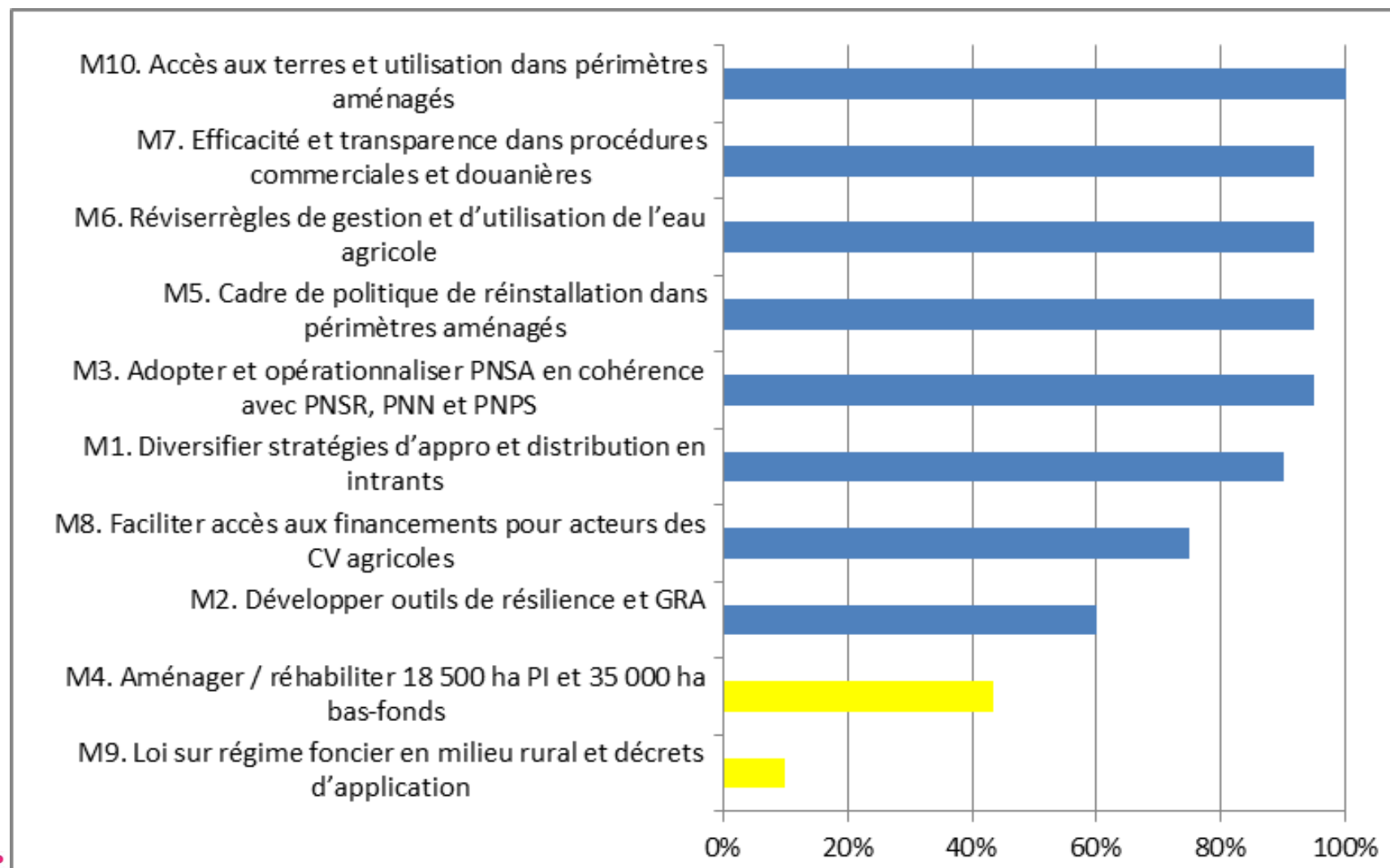
Etat	Bailleurs de fonds	Secteur privé
10 mesures déclinées en 30 actions, reprises du PNSR 2011-2015	26 projets formulés avant la NASAN à hauteur de 321 milliards FCFA	19 lettres d'intention en lien avec stratégies des entreprises
Réformes pour encourager l'implication du privé (semences, engrais, code des investissement) + des infrastructures (aménagements hydrauliques, stockage, etc.)	Projets « classiques » de développement, souvent éloignés de la logique NASAN, dont l'alignement avec le PNSR n'est pas explicite	Entreprises nationales : intentions précises sur production, transformation, plutôt cultures vivrières Entreprises internationales : intentions vagues sur fourniture d'intrants, équipements agricoles, financement, assurance, sur cultures d'exportation

=> Un cadre pour inscrire des actions conçues avant la NASAN

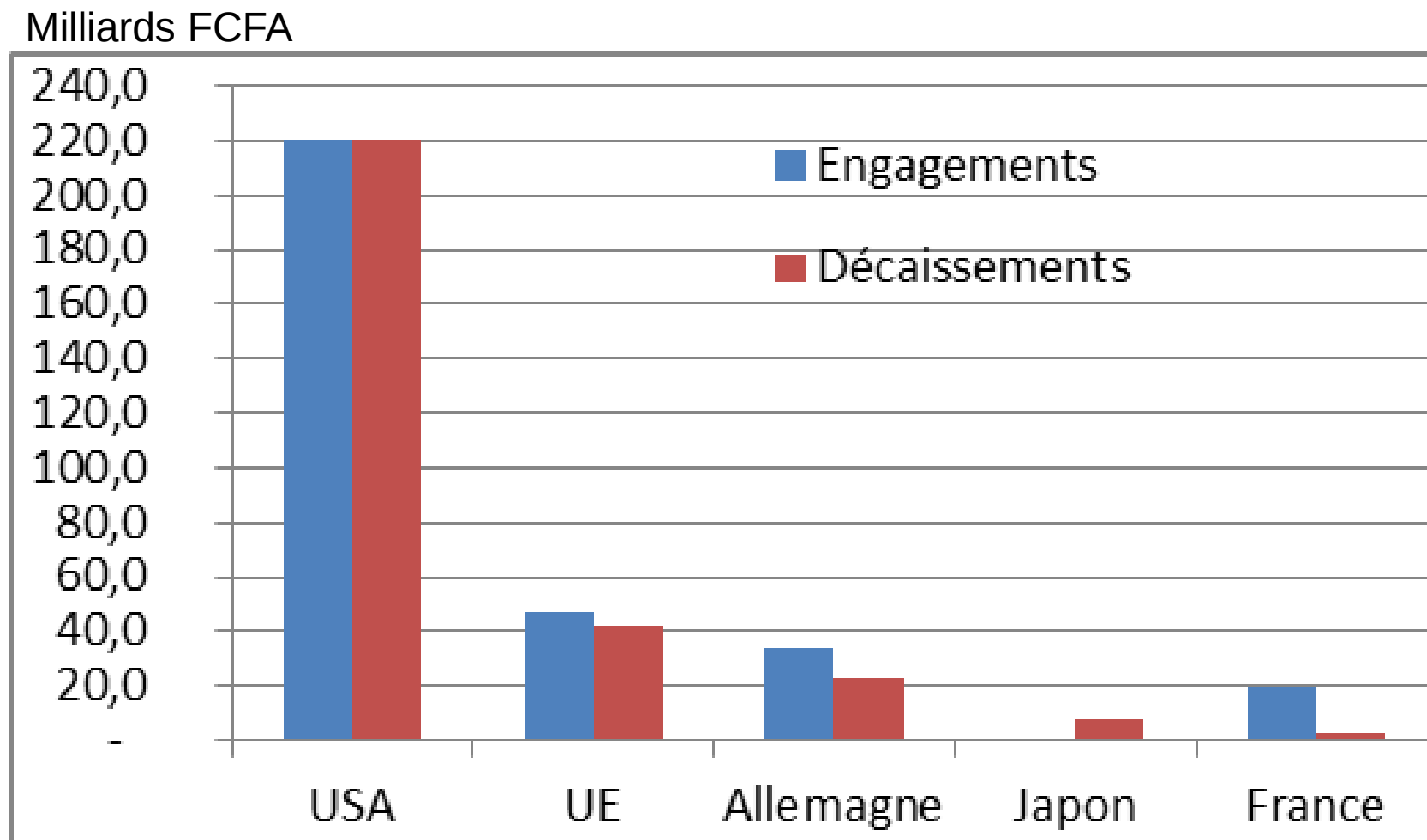
3. L'échec d'une initiative politique

Des réformes politiques globalement bien réalisées

- 7 mesures sur 10 réalisées à plus de 75%, 10 actions sur 30 achevées



Des engagements financiers des PTF globalement respectés



...mais très peu d'investissements privés

- Aucun plan d'investissement achevé (rapports d'étape)

Etat	% des entreprises
Achevé	0
Avancé/au-delà du plan	33
Conformité avec le plan	17
Problèmes mineurs/ en retard par rapport au plan	17
Problèmes majeurs / risquée d'échec	33

- Des résultats décevants
 - Ex entreprises nationales ProAgro, Velegda
 - Des difficulté d'accès aux financements
- Aucune information sur les entreprises internationales

Les raisons d'un échec annoncé

- Une initiative avant tout politique
 - Rapidité du processus : entre mai et septembre 2012
 - Faiblesse de la programmation
- Une communication générant malentendus et faux espoirs
 - Sur les opportunités de financement pour les entreprises
 - Sur l'alignement des financements des bailleurs sur le PNSR
- Un manque d'appropriation et de leadership
 - Faible connaissance par les techniques
 - Responsabilité de l'animation confuse
- Limites du suivi des engagements
 - Réforme achevée/ mise en œuvre. Ex du marché des engrais
 - Absence de critères pour la sélection des projets des bailleurs
 - Déclaratif des entreprises
 - Rien sur la nutrition

4. Les risques potentiels du paradigme NASAN

Lorsque les entreprises se positionnent sur la production

- Substitution dans la production
 - Production en pluvial et non en irrigué
 - Tensions sur le foncier
 - Difficultés inextricables des compensations financières
 - Risques sur les superficies des terres aménagées attribuées aux producteurs
 - Accentuation de la tendance à la sortie de l'agriculture familiale
 - Plus ou moins bien vécue
- ⇒ La cohérence de la NASAN avec le PNSR et la PAU/ l'ECOWAP en question

Lorsque les pratiques alimentaires changent

- De « vivre de ce qu'on produit » à « tout acheter ce qu'on mange »
- « Rationnement » alimentaire et baisse de la qualité des aliments consommés
 - Compensation insuffisante, reçue quand prix élevés des céréales
 - Plus d'aliments frais « faits maison »
- Stratégies de « débrouille »
 - Prêt, location terres, commerce, emplois (chantiers, entreprises)...
- Insécurisation foncière alimentaire
 - L'alimentation devenue une « préoccupation »

5. Un débat nécessaire sur le rôle du secteur privé dans la SAN

Pour quoi, sur quels sujets ?

- **Objectif** : préciser comment les investissements des entreprises peuvent soutenir les petits exploitants familiaux
- Elaborer un cadre d'investissement clair assorti d'indicateurs
- Mettre en place un dispositif transparent et efficace de suivi évaluation
- Préciser le type d'apport attendus dans les différentes filières, la nature des apports, le rôle de chaque partie (agriculteurs familiaux, état, privé, PTF,...)

Un débat porté par qui ?

- Options à discuter
 - Chambre de commerce
 - Direction PPP de la DGCOOP
 - Maison de l'entreprise
 - Agence pour la promotion des investissements
 - Chambre nationale d'agriculture
 - [Modèle du Cadre de partenariats pour l'agro-industrie de pays \[Country Agribusiness Partnerships Framework\] \(CAP-F\)](#) [Dispositif institutionnel du CAP-F.docx](#)
- Importance de la programmation
 - Lettre de mission, programme de travail
- Attention à la communication
- Penser le suivi-évaluation autrement



Merci pour votre attention